L'État et la Révolution. Logique du pouvoir monopoliste et mécanismes sociaux dans *L'Ancien Régime* de Tocqueville

Mohamed Cherkaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/536>
DOI : 10.4000/ress.536
ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003
Pagination : 61-79
ISBN : 2-600-00878-0
ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Mohamed Cherkaoui, « L'État et la Révolution. Logique du pouvoir monopoliste et mécanismes sociaux dans *L'Ancien Régime* de Tocqueville », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLI-126 | 2003, mis en ligne le 30 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/536> ; DOI : 10.4000/ress.536

Mohamed CHERKAOUI

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION. Logique du pouvoir monopoliste et mécanismes sociaux dans *L'Ancien Régime* de Tocqueville

Il n'est guère de sociologue des révolutions qui n'ait rencontré dans ses lectures ou à l'une des étapes de sa pensée l'œuvre d'Alexis de Tocqueville. Les lecteurs de *L'Ancien Régime* ont, chacun selon sa sensibilité et ses intérêts théoriques, insisté sur tel ou tel aspect: on l'a, tour à tour, regardé comme un modèle d'analyse comparée des sociétés comme de phénomènes micrologiques, l'exemple topique de l'étude de vastes processus de modernisation politique avec leurs cycles longs, des mécanismes sociaux aux conséquences paradoxales, une théorie des élites et de l'émergence d'une idéologie, une étude rare du pouvoir absolu et de ses conséquences, enfin une interprétation originale de la Révolution qui rompt avec l'historiographie de son temps¹. Recenser les interprétations qui ont été faites de *L'Ancien Régime* dépasserait le cadre d'une communication de cette nature. Tel n'est, du reste, pas mon objectif.

Mais cet ouvrage aux dimensions réduites comparé à d'autres, au style littéraire suranné mais policé qui évite les concepts abstraits, parfois lapidaire à l'extrême, est d'une densité et d'une complexité telles qu'elles dérouteraient le lecteur pressé qui ne se plierait pas à la discipline sévère d'une patiente explication de texte. Identifier les mécanismes sociaux à l'œuvre dans *L'Ancien régime* et les traduire en un langage sociologique ne sont dès lors pas choses aisées.

Dans la présente contribution cependant, je me limiterai à une analyse détaillée des mécanismes de la frustration et de la spirale inflationniste des attentes ainsi que de la logique du pouvoir monopoliste. Je me proposerai aussi et surtout de rectifier certaines interprétations qui me semblent erronées et fréquentes.

On sait que l'attention des théoriciens des révolutions a été retenue par le paradoxe selon lequel une forte croissance économique et une libéralisation des institutions féodales ont engendré un mécontentement général qui précède la révolution. Transposant les enseignements tirés de la recherche de Stouffer (1949) sur l'armée américaine, ils ont expliqué la corrélation énigmatique par la théorie de la frustration relative.

Pourquoi les gens se révoltent-ils au moment même où ils sont prospères? C'est qu'une amélioration des conditions objectives tend à créer des attentes de

¹ Citons parmi les modernes, Davies (1961), Olson (1963), Brinton (1965), Gurr (1968) (1970), Huntington (1968), Drescher (1968), Furet (1971), Skocpol (1979) (1994). Le livre de Coenen-Huther (1997) est précieux et constitue une excellente introduction à l'œuvre de Tocqueville.

plus en plus élevées, répondent des théoriciens de la frustration². Les attentes croissant plus rapidement que l'amélioration des conditions objectives, un écart de plus en plus grand apparaît qui se traduit par un degré élevé de frustration. En fait, nous verrons que ce modèle correspond davantage à la théorie durkheimienne de l'anomie qu'à celle de la frustration relative. La théorie de la révolution, développée notamment par Davies (1962), Feierabend (1966, 1969), est différente bien qu'elle me paraisse être une variante de la précédente. Pour eux, la révolution advient lorsqu'une longue période de prospérité socio-économique est immédiatement suivie d'un retournement brutal de la tendance alors que les attentes continuent d'augmenter. L'écart qui se creuse rapidement entre attentes et gratifications engendre la révolution. Cette proposition est communément traduite par une courbe en J inversée. Comme variable indépendante médiatisée par des variables politiques, la frustration, selon Gurr (1968) (1970), rend raison des conflits internes, comme les remous, les conspirations ou les guerres civiles.

C'est avec raison que cette explication a été mise en question par les théoriciens de l'action collective ou de la mobilisation comme Oberschall (1973) et Tilly (1975) (1978). La révolution étant une action collective dont l'objectif est la réalisation d'un bien public, une explication psychologique du phénomène révolutionnaire est impuissante à rendre compte du passage du mécontentement à la mobilisation contre le pouvoir politique.

Tocqueville explique-t-il la corrélation paradoxale par la frustration relative? Rend-il compte réellement de la révolution par ces uniques et exclusifs mécanismes psychosociologiques? Je ne le pense pas. Je montrerai que:

- 1/ la corrélation entre croissance économique, libéralisation politique d'une part, mécontentement de l'autre, relève en fait d'une explication fondée sur les hypothèses simples de la théorie du choix rationnel;
- 2/ la spirale inflationniste des attentes, que l'on peut traduire par un modèle des anticipations sans équilibre stable, est un mécanisme similaire à celui de l'anomie chez Durkheim;
- 3/ Tocqueville procède presque par déduction dans *L'Ancien Régime* à partir d'une axiomatique du pouvoir monopoliste comme il le fait dans *De la démocratie en Amérique* à partir de celle de l'égalité. La révolution apparaîtra comme la résultante de contradictions internes à ce type de pouvoir, de son incapacité à tirer les conséquences de sa logique et à user de la force quand cela s'avère nécessaire, enfin d'actions des individus qui ont une bonne connaissance de la situation, une estimation réaliste de la probabilité de succès de l'action révolutionnaire, et des avantages qu'ils escomptent pouvoir tirer de leurs décisions d'y participer.

² Cette interprétation a été également acceptée par Runciman (1966) qui se réfère exclusivement à *L'Ancien régime*.

I. UNE EXPLICATION RATIONALISTE DE LA FRUSTRATION

Ce que certains considèrent comme un apport fondamental de Tocqueville ne l'est peut être pas. Le paradoxe, selon lequel la révolution suit une longue période de croissance économique et de libéralisation politique, a fasciné les lecteurs de *L'Ancien Régime et la Révolution* et a été pour eux le sujet d'une constante méditation. A maintes reprises il est vrai, Tocqueville revient lui-même sur cette énigme. Le chapitre premier du deuxième livre, référence obligée des théoriciens des révolutions et de la frustration relative, s'ouvre en effet sur la fameuse proposition. « Une chose surprend au premier abord, écrit Tocqueville : la Révolution, dont l'objet propre était d'abolir partout le reste des institutions du Moyen-Age, n'a pas éclaté dans les contrées où ces institutions, mieux conservées, faisaient le plus sentir au peuple leur gêne et leur rigueur, mais, au contraire, dans celles où elles les lui faisaient sentir le moins ; de telle sorte que leur joug a paru le plus insupportable là où il était en réalité le moins lourd ».

Comment en effet le lecteur ne serait-il pas frappé par une telle affirmation contre-intuitive ? Elle semble heurter une croyance forte, sans doute héritée du marxisme, selon laquelle la misère engendre la révolte et la révolution. Elle contredit aussi un principe, longtemps tenu pour intangible, d'une doctrine des relations internationales pour lequel une aide massive des pays riches aux pays pauvres est vitale pour que ces derniers échappent à la révolution et ne basculent pas dans le camp communiste. L'ironie de l'histoire est que ce dogme de la politique étrangère de l'Occident est éminemment marxiste³.

Le paradoxe de Tocqueville, que Mendras et Forsé (1983) qualifient « d'effet Tocqueville », est tenu pour la première ébauche de la théorie de la frustration relative qui, comme l'on sait, a été d'abord formulée par Stouffer (1949), codifiée ensuite par Merton (1950) et d'autres sociologues, formalisée enfin et déduite de mécanismes élémentaires de la théorie des jeux par Boudon (1977). J'avoue humblement y avoir cru et contribué à renforcer cette croyance dans certains de mes écrits⁴.

Or je ne suis pas sûr que le mérite de Tocqueville réside bien dans l'identification de la corrélation entre l'amélioration progressive des conditions économiques et politiques d'une part, la révolution de l'autre. C'est que d'autres que lui, avaient énoncé cette assertion bien avant qu'il ne la formule. Je crois même que c'était là un lieu commun que de nombreux hommes d'Etat partageaient. Je ne citerai à ce propos que l'un des plus illustres, le Cardinal de Richelieu. Dans son *Testament politique* (1637 [1947], p. 253), il écrit : « Tous les politiques sont d'accord que, si les Peuples étaient trop à leur aise, il serait impossible de les contenir dans les règles de leur devoir ». Tocqueville a-t-il lu le *Testament* ? Cela ne fait aucun doute. Il cite à la page 183, en la modifiant légèrement, la phrase précédemment sollicitée.

³ Je vise ici la thèse du *Manifeste communiste* selon laquelle la paupérisation du prolétariat conduit à la révolution communiste. L'idée selon laquelle la pauvreté mène à l'extrémisme révolutionnaire a été reprise notamment par Arendt (1963).

⁴ Voir par exemple Cherkaoui (1988), (1992), (2002).

A vrai dire, les mécanismes auxquels Tocqueville consacre des développements dans *L'Ancien Régime et la Révolution* ne sont pas identiques à celui que l'on retrouve dans *De la démocratie en Amérique*. Les chapitres XIII de la deuxième partie et III de la quatrième de *La démocratie* sont consacrés à une autre corrélation paradoxale qui lie l'inégalité sociale à l'insatisfaction : plus l'inégalité diminue plus l'insatisfaction augmente. A propos de la société égalitaire, plus idéale typique que réelle, il écrit : « La haine que les hommes portent au privilège s'augmente à mesure que les privilèges deviennent plus rares et moins grands, de telle sorte qu'on dirait que les passions démocratiques s'enflamment davantage dans le temps même où elles trouvent le moins d'aliments... Il n'y a pas de si grande inégalité qui blesse les regards lorsque toutes les conditions sont inégales ; tandis que la plus petite dissemblance paraît choquante au sein de l'uniformité générale ; la vue en devient plus insupportable à mesure que l'uniformité est plus complète. »

Or il me semble que la logique de l'explication proposée dans *De la démocratie en Amérique* n'est similaire à celle de *L'Ancien Régime* qu'en apparence. Si l'idée de frustration relative est présente dans le premier ouvrage, elle ne l'est guère dans le second, comme je le montrerai plus loin. Si j'appartiens à une société ou à un groupe social – mon cadre de référence – où l'égalité est la règle, explique Tocqueville dans *La démocratie*, et si certains de mes semblables bénéficient d'un privilège, j'éprouverai un sentiment d'injustice ; en revanche, quand l'inégalité est la loi commune dans la société ou le groupe où je vis, les inégalités même extrêmes sont supportables.

Quand on a détruit tous les privilèges dont bénéficie une minorité et que la loi de la concurrence universelle régit les rapports économiques et sociaux ; quand l'égalité d'accès à toutes les professions est assurée et que chacun peut accéder au statut le plus élevé, non seulement le désir de promotion sera général et très intense mais en outre toute inégalité engendre un sentiment de frustration et d'injustice. Au fond les sociétaires croient à l'égalité mais oublient qu'ils ne peuvent jamais tous disposer des moyens pour atteindre leur objectif. Cette société égalitaire utopique est très éloignée d'une société méritocratique où un type d'inégalité peut être admis.

On pourrait tirer argument de l'existence d'un cas particulier de mécanisme de la frustration relative que Tocqueville simule dans *L'état social et politique de la France avant et depuis 1789*, qui constitue la partie introductive à *L'Ancien Régime*, pour invalider l'hypothèse que j'avance selon laquelle la frustration relative est absente de *L'Ancien Régime*. Mais cet argument corrobore l'hypothèse plutôt qu'il ne l'infirme. *L'état social et politique de la France avant et depuis 1789* a été publié en 1836, vingt ans avant *L'Ancien Régime*. Il est exactement contemporain de la première *Démocratie en Amérique*. Il n'est donc pas étonnant que l'on retrouve dans les deux textes les mêmes modes de raisonnement⁵.

Rappelons brièvement la simulation tocquevillienne dans cet article traduit en anglais par John Stuart Mill et publié dans la *London and Westminster Review*.

⁵ On retrouve cette différence dans toute l'œuvre de Tocqueville comme le souligne Lamberti (1983). 1838 semble une année charnière. Elle divise les écrits de Tocqueville en deux. Cette césure concerne non pas la thématique du sociologue mais son analyse et les solutions qu'il propose aux nombreux problèmes qu'il traite.

Imaginons, raisonne Tocqueville (1856, 46), une société élitiste où les inégalités, les privilèges, existent et soient reconnus comme tels. Supposons que, dans cette société, l'accès à l'élite soit l'effet d'un jeu de loterie. On n'y observerait guère de frustration. Admettons, poursuit-il, que l'accès à l'élite soit théoriquement possible et que chacun croit pouvoir y accéder un jour. Même si la probabilité de faire partie de cette aristocratie était infinitésimale, même si les coûts pour y accéder étaient très élevés, les bénéfices seraient en fait si grands que chacun accepterait ce jeu de loterie et ne ferait l'expérience d'aucune frustration. Ce modèle s'apparente à l'un de ceux que Boudon (1977, 140-4) simule où la promotion est rare et où ce qu'il appelle la « frustration querelleuse » a moins de chance d'apparaître.

Plus d'un siècle plus tard, Stouffer (1949) retrouvera des phénomènes similaires dans son étude de l'armée américaine : le mécontentement à l'égard du système de promotion de l'armée est d'autant plus intense que la probabilité de la promotion est grande. Les aviateurs, appartenant à un corps où la promotion est très fréquente, sont critiques à l'égard du système de promotion. À l'inverse, les gendarmes militaires, corps où la promotion est rare, semblent plus satisfaits. Stouffer explique la corrélation entre la probabilité de la promotion et le degré de mécontentement par une variable intermédiaire qu'est la frustration relative. Si, toutes choses égales par ailleurs – âge, niveau d'instruction, ancienneté par exemple –, la majorité de mes collègues est promue et si je le suis moi-même, je considérerai ma promotion comme normale. Si, en revanche, je ne suis pas promu, j'éprouverai un sentiment d'injustice qui s'exprimera par une critique du système de mobilité. Si, dans le groupe auquel j'appartiens ou auquel je me réfère dans mes évaluations, la promotion est relativement rare, je serai très satisfait de ma promotion. Cependant, je ne ferai l'expérience d'aucun sentiment d'injustice si je ne le suis pas puisque la majorité de mes semblables ne l'est pas. Chez Tocqueville comme chez Stouffer, la frustration relative n'a donc lieu que parce qu'il y a un consensus des sociétaires sur au moins une norme ou un principe organisateur de la vie sociale – l'égalité – et si par ailleurs la comparaison entre les sociétaires est possible.

Dans *L'Ancien Régime*, les mécanismes sociaux qui engendrent le mécontentement sont nombreux et différents de ceux qu'il déduit de l'axiomatique de l'égalité dans *De la démocratie*. Le grand mérite de Tocqueville est, me semble-t-il, de proposer une explication de ce qui n'est qu'hypothèse ou, au mieux, régularité empirique. Il se propose d'abord d'établir la corrélation entre la persistance du droit féodal et le mécontentement en se livrant à des comparaisons entre la France et l'Allemagne, entre des régions allemandes, entre la France et le reste de l'Europe, enfin entre des régions françaises. Il conclut que la révolution n'a pas éclaté dans les pays et les régions où les institutions féodales étaient les plus fortes et les mieux conservées mais dans ceux où elles étaient en voie de disparition.

En Allemagne, le servage n'était pas encore entièrement aboli. Le paysan ne jouissait d'aucune liberté comme son homologue français : presque la moitié de son temps était consacré à son maître, il ne pouvait pas changer de profession ni se marier sans le consentement de ce dernier. Le serf allemand pouvait certes devenir propriétaire foncier. Mais il ne pouvait ni aliéner, ni hypothéquer sa propriété, ni la passer totalement à ses enfants. La culture de la terre et la vente des

produits ne se faisaient qu'après accord du maître. Les paysans libres ne formaient qu'une petite minorité et étaient l'exception plutôt que la règle. On rencontrait le paysan propriétaire surtout le long du Rhin. Or, c'est précisément dans ces régions que les idées révolutionnaires étaient les plus répandues.

En France, non seulement le paysan avait cessé d'être un serf mais il était devenu propriétaire foncier, libre de cultiver sa terre comme il l'entendait, de la transmettre à ses enfants dans son intégralité. A la fin du XVIII^e siècle, la France était peuplée de paysans parcellaires libres. La division de la propriété foncière, souligne Tocqueville, date bien avant la révolution qui n'a fait, ici comme ailleurs, que parachever une évolution séculaire de la société française. Certes, certaines charges existaient encore, mais elles étaient beaucoup moins lourdes en France que dans le reste de l'Europe. Il en est ainsi de la corvée, des droits de péage, de la dîme par exemple.

Comment dès lors expliquer que le paysan français semblait d'autant plus critique à l'égard des droits féodaux alors que ces derniers s'étaient fortement allégés? Solliciterons-nous les principes d'une théorie de la frustration relative balbutiante comme dans l'exemple traité dans *De La démocratie en Amérique*? Il ne le semble pas.

Contrairement à une lecture récurrente erronée, Tocqueville ne rend pas compte des phénomènes de *L'Ancien Régime* par la même logique. Son explication ne paraît s'inscrire dans la tradition de la théorie rationaliste qui prend en considération la structure d'interdépendance des acteurs et un calcul coûts-bénéfices. A cet effet, il commence par mettre en évidence deux variables intermédiaires entre la variable indépendante – l'effacement progressif des institutions féodales – et la variable dépendante – le mécontentement du paysan. Ces deux variables intermédiaires sont l'appropriation du sol et les relations de pouvoir dans la campagne.

En premier lieu, le paysan était devenu propriétaire foncier. Mais en accédant à la propriété, il devenait soumis à certaines charges féodales. La dîme et la rente foncière, par exemple, ne touchaient pas le simple fermier puisqu'il les déduisait du produit du fermage. En second lieu, il avait échappé totalement au contrôle de son seigneur. L'administration de la paroisse ou du canton relevait désormais des seuls fonctionnaires du gouvernement central ou de certains élus des paysans. Or cette disjonction du pouvoir administratif et de la propriété du sol, qui était un trait spécifique de la France, avait sapé la légitimité des charges féodales. Lorsque la noblesse administrait la campagne, elle avait des droits mais aussi des devoirs envers le paysan, notamment en matière de maintien de l'ordre public, de justice, de redistribution des richesses au moment des disettes. Cette disjonction entre le pouvoir et les droits féodaux faisait apparaître ces derniers comme illégitimes pour autant qu'ils n'étaient pas compensés par des biens attendus. Tout se passe comme s'il y a eu rupture de contrat qui liait le noble et le paysan. « Dans les temps féodaux, note Tocqueville (1856, 105), [...] on supportait les charges que la noblesse imposait en vue des garanties qu'elle donnait. Les nobles avaient des privilèges gênants, ils possédaient des droits onéreux; mais ils assuraient l'ordre public, distribuaient la justice, faisaient exécuter la loi, venaient au secours du faible, menaient les affaires communes. A mesure que la noblesse cesse de faire ces choses, le poids de ses privilèges paraît plus lourd, et leur existence même finit par ne plus se comprendre ». Les deux variables intermédiaires engendrent, pour

le paysan, une augmentation des coûts et une diminution des bénéfices. Le diagramme [1] suivant, qui résume les relations entre les cinq variables, permet également de visualiser le passage du niveau des macrophénomènes (PIF, DAS, P) à celui du microphénomène (M) via le mécanisme (C-B).

Diagramme [1]: Relations entre poids des institutions féodales (PIF), degré d'appropriation du sol (DAS), pouvoir (P), coûts – bénéfices (C-B) et mécontentement (M).

Le diagramme [1] résume l'explication proposée par Tocqueville de la relation paradoxale entre l'affaiblissement des institutions féodales (variable indépendante macrosociale) et le mécontentement (variable dépendante micro-sociologique). L'accès du paysan français à la propriété s'accompagne, pour lui, de charges qui ne sont pas contrebalancées par les bénéfices qu'il est censé normalement s'attendre du seigneur puisque ce dernier n'exerce plus aucun pouvoir. Ce qui autorise le passage de la variable indépendante à la variable à expliquer est le principe de l'utilité attendue ou le calcul coûts-bénéfices. Les charges sont ainsi ressenties par le paysan comme illégitimes. Dans sa langue policée, à la fin de ce fameux chapitre premier, Tocqueville résume ce mécanisme en utilisant la rhétorique de la fiction qui sollicite plutôt notre imagination que le langage conceptuel de ce nous nommons modèle, qui lui aurait paru sans doute barbare. « Imaginez-vous, je vous prie », nous invite-il.

Ce premier modèle ne s'applique, toutefois, qu'à la paysannerie. Il est complété par un autre qui correspond à la situation des couches moyennes et hautes de la bourgeoisie française à la veille de la Révolution. C'est un modèle dynamique qui rend compte à la fois de la spirale des attentes et de la frustration.

II. LA DOUBLE SPIRALE INFLATIONNISTE DES ATTENTES ET DE LA FRUSTRATION: UN MODÈLE D'ANOMIE PUR

Lorsque la croissance économique et l'amélioration constante et objective des conditions politiques sont élevées pendant une longue période, les attentes des

individus auront tendance à augmenter. Si le taux de croissance des attentes est plus grand que celui des conditions réelles, on assistera à une spirale inflationniste des attentes. Selon ce modèle simple, la comparaison se fait non pas entre le passé et le présent mais entre le présent et l'avenir. Telle est la thèse que Tocqueville tente de corroborer par une analyse de données socio-historiques.

Sous Louis XIV, sans doute à cause des guerres, l'économie et la démographie avaient connu un effondrement que différents observateurs avaient constaté. Durant la première moitié du XVIII^e siècle, on note une stabilisation des conditions objectives et une léthargie qui caractérisent tous les secteurs d'activité. Au cours de la seconde moitié du XVIII^e s'opère un changement qui a l'allure d'un taux de croissance exponentiel si l'on traduit correctement les observations tocquevilliennes.

Dans une première phase, la croissance est à peine perceptible. Mais année après année, le mouvement tend non seulement à se généraliser mais à s'accélérer également. « Environ trente ou quarante ans avant que la Révolution n'éclate, écrit Tocqueville (1856, 219), le spectacle commence à changer; on croit discerner alors dans les parties du corps social une sorte de tressaillement intérieur qu'on n'avait point remarqué jusque-là. Il n'y a qu'un examen très-attentif qui puisse d'abord le faire reconnaître; mais peu à peu il devient plus caractéristique et plus distinct. Chaque année ce mouvement s'étend et s'accélère ». Cette croissance, qui touche tous les secteurs de l'économie et la démographie, est concomitante de la modernisation de l'État. A ce modèle de croissance quasi exponentiel correspond un modèle des attentes, lié au premier, dont le taux de croissance est plus élevé. C'est la combinaison des deux qui engendre la spirale inflationniste des attentes. Pour le modèle des attentes, la comparaison se fait entre le présent et le futur perçu comme meilleur. « Chacun s'inquiète et s'agite dans sa condition et fait effort pour en changer, précise Tocqueville : la recherche du mieux est universelle; mais c'est une recherche impatiente et chagrine, qui fait maudire le passé et imaginer un état de choses tout contraire à celui qu'on a sous les yeux ».

La croyance des acteurs sociaux en une croissance illimitée, qui justifie les anticipations, s'explique sans doute par cette très longue phase de prospérité économique. Ce n'est pas un mécanisme adaptatif où les anticipations des acteurs sont révisées en fonction d'une confrontation entre le réel et les erreurs d'anticipations des périodes précédentes. Même s'il l'était, les réalisations des objectifs conduisent à la formulation d'objectifs encore plus ambitieux puisque l'on se trouve en période de très forte expansion. Si donc les agents économiques prenaient en compte le taux réel de croissance passé et s'ils y ajustaient leurs anticipations, on observerait encore une différence entre le *taux* de changement réel et celui des anticipations. Le processus n'est pas uniquement instable, il est potentiellement explosif. Le modèle tocquevillien n'implique justement pas de concept d'équilibre stable exactement comme le modèle d'anomie pur que Durkheim (1897) décrit dans le chapitre sur le suicide anémique, comme le signalent Boudon (1979, 125) et Besnard (1987). « L'imagination, s'emparant d'avance de cette félicité prochaine et inouïe, rend insensible aux biens qu'on a déjà et précipite vers les choses nouvelles », précise Tocqueville (1856: 224).

Graphique [1]: évolution des attentes (A) et des réalisations (R) en fonction du temps.

Le graphique [1] ne traduit, en fait, qu'une partie du modèle, notamment que le taux de croissance des attentes est plus grand que le taux de croissance des réalisations. Il n'exprime ni la relation entre attentes et réalisations ni l'idée que ce sont les attentes au temps t_{i+1} qui ont une influence sur les réalisations au temps t_i . Seul un modèle dynamique avec effet rétroactif entre attentes et réalisations est à même de pouvoir l'expliciter. Simulons-le sans en analyser la structure mathématique.

Admettons que nous simplifions le modèle à l'extrême et que nous ne prenions en considération que les deux variables précédentes, faisant ainsi abstraction des facteurs exogènes. Supposons en outre que la croissance des réalisations dépende non seulement des attentes mais aussi des réalisations passées et qu'enfin la croissance des attentes soit également influencée par la croissance des réalisations et des attentes passées. Acceptons enfin pour des raisons de simplicité que les relations soient toutes linéaires. Il est possible de traduire ces propositions par deux équations différentielles à partir desquelles on peut démontrer qu'il n'y aura jamais d'équilibre stable et que l'évolution des réalisations comme celle des attentes ne connaîtront pas de fin. Le graphique [2] suivant visualise le mécanisme et ses conséquences.

Graphique [2]: Relation entre attentes et réalisations selon un modèle dynamique avec effet rétroactif sans équilibre stable.

Les deux droites ont des pentes positives, c'est-à-dire un taux de croissance positif: nous nous trouvons, rappelons-le, dans une longue période d'expansion économique forte; la pente de D_1 est, par définition, plus grande que celle de D_2 . Quelle que soit la position où l'on se trouve entre D_1 et D_2 et au-delà du point d'équilibre instable P, les attentes et les réalisations auront tendance à diverger; en d'autres termes quelles que soient les valeurs des attentes et des réalisations, le processus n'aura pas de limite et fera tendre celles-ci vers des valeurs de plus en plus grandes.

Tocqueville s'attache également à étudier la perception que les individus ont de cette croissance, l'idéologie du progrès et de perfectibilité indéfinie de l'homme qu'elle secrète, ainsi que ses conséquences à la fois économiques et psychosociologiques. « Personne ne prétend plus, en 1780, que la France est en décadence, remarque Tocqueville (1856: 224); on dirait, au contraire, qu'il n'y a en ce moment plus de bornes à ses progrès. C'est alors que la théorie de la perfectibilité continue et indéfinie de l'homme prend naissance. Vingt ans avant, on n'espérait rien de l'avenir; maintenant on n'en redoute rien ».

Outre ces facteurs endogènes, le mécanisme de la spirale inflationniste des attentes se trouve renforcé par un facteur exogène: il s'agit du double rôle nouveau que joue l'Etat, celui de facteur de changement et de débiteur. En se lançant dans une politique des grands travaux publics et d'aide à l'économie, l'Etat augmentait ses dépenses et par-là même la dette publique. D'un côté, il stimulait la croissance et encourageait les fortunes privées, de l'autre, ne pouvant honorer ses créances, il s'aliénait ses créanciers. Dans une phase du cycle de croissance maximale où les attentes sont grandes, tout blocage dû à la bureaucratie d'Etat, aisément acceptable dans d'autres circonstances, devient insupportable. A la spirale inflationniste des attentes correspond une spirale inflationniste du mécontentement et de la frustration. Plus le bien-être augmente, plus les attentes croissent, plus le nombre de mécontents augmente et plus grande sera la frustration. Tout se passe comme si le taux de frustration croissait selon le nombre de frustrés non de façon arithmétique mais géométrique. « Et remarquez qu'à mesure que les mécontents de cette espèce devenaient plus nombreux, ils devenaient plus irrités », fait-il observer (1856: 225) à propos des créanciers de l'Etat. Nous sommes bien là en présence d'un phénomène de boule de neige. Ce sont donc les plus nantis, financiers privés, industriels, commerçants, qui appelaient de leurs vœux une réforme profonde du système financier de l'Etat. On aura compris que cette spirale inflationniste des attentes, comme plus tard l'anomie progressive du *Swindle*, ne concerne que l'élite économique.

Quitte à se répéter, il convient de rappeler que la frustration, telle qu'elle est définie en relation avec le mécanisme de la spirale inflationniste des attentes, n'a qu'une lointaine parenté avec le concept de frustration relative. Celui-ci suppose des comparaisons entre des unités sociales dont l'une est une référence pour l'autre, celui-là ne les postule pas. La frustration relative conduit au sentiment d'injustice, la frustration ne débouche que sur la déception.

Tocqueville rend-il compte de la révolution par les deux seuls mécanismes précédemment analysés? Je ne le pense pas, contrairement à ce que laissent entendre certains théoriciens des révolutions comme Davies (1962), Gurr (1970) ou ceux de la modernisation comme Huntington (1968) qui se réclament à divers

degrés de Tocqueville. Si ces mécanismes se trouvent sans doute à l'origine d'une contestation de l'ordre social et politique, s'ils expliquent la défiance des élites économiques à l'égard du régime qui, en tant que figure tutélaire, était sensé résoudre tous les problèmes sociaux et économiques, ils sont cependant impuissants à produire une action collective. Phénomène politique par excellence, la révolution, pour être comprise, doit l'être grâce à une analyse des relations de pouvoir⁶.

III. LOGIQUE DU POUVOIR MONOPOLISTE ET STRATIFICATIONS SOCIALES

L'analyse toquevillienne des relations entre la logique du pouvoir monopoliste et ses effets sur les stratifications sociales me paraît parmi les plus pénétrantes et les plus fécondes de *L'Ancien Régime et la Révolution*. Levons d'emblée un malentendu : je ne prétends pas ici que la stratification sociale en France sous l'ancien régime n'est, pour Tocqueville, que la conséquence d'un projet que la monarchie aurait délibérément programmé sur plusieurs siècles. Elle est en fait la résultante de plusieurs mécanismes parmi lesquels on compte la centralisation du pouvoir. Examinons de plus près le raisonnement de l'auteur de *L'Ancien Régime*.

Toutes les sociétés sont stratifiées selon des critères variables parmi lesquels on doit compter les trois principaux que sont la naissance, la richesse et le savoir. Ces biens étant rares, seule une minorité peut en disposer soit en les monopolisant soit en accumulant la plus grande part. Ces biens peuvent être entre les mains des individus de la même classe ou de classes différentes. Dans le premier cas, on se trouve en présence d'une élite monopoliste, dans le deuxième d'une élite pluraliste. Lorsque tous les segments de l'élite participent au gouvernement, exercent le pouvoir, l'élite est forte, durable et le système social est stable. Une division insurmontable de l'élite peut provoquer des perturbations politiques.

Une des idées essentielles que Tocqueville ne cesse de marteler dans *L'Ancien Régime* est que la société française du XVIII^e siècle connaissait une double stratification parallèle : la société d'ordres héritée du système féodal et une structure sociale hiérarchisée de ce que l'on peut qualifier à la suite de Max Weber de « groupes de statut » que la monarchie a progressivement mis en place, encouragée et qui se confond avec la bureaucratie d'État. Les élites des deux hiérarchies étaient donc d'origine sociale différente, opposées et isolées l'une de l'autre. Pour Tocqueville, l'absence de réunification des élites mène presque à coup sûr à la révolution. A la stabilité politique de l'Angleterre qui s'explique en grande partie par un régime pluraliste et décentralisé, une élite intégrée qui exerce le pouvoir

⁶ Baechler (1970) est très sensible aux facteurs politiques et à l'usage de la force dans l'explication des révolutions auxquels il consacre plusieurs passages, notamment le chapitre IV. Skocpol (1979) défend une thèse toquevillienne lorsqu'elle met au centre de sa réflexion les appareils bureaucratiques et politiques d'État, et soutient que les révolutions adviennent lorsque notamment leur pouvoir devient faible et inopérant. On rencontre la même problématique chez Tilly (1978). La lecture de *L'Ancien Régime* par Coleman (1990) est sans doute de seconde main et reste pour cette raison superficielle. Eût-il lu *L'Ancien Régime* qu'il aurait découvert que Tocqueville apporte un ruisseau à son moulin.

effectif, correspond l'instabilité de la France avec un régime monopoliste et centralisé, une élite divisée dont une partie seulement exerce le pouvoir délégué par le roi au sein de la bureaucratie d'État.

Traditionnellement, la noblesse jouissait des monopoles de la terre, du pouvoir local, du privilège des impôts, de certaines fonctions militaires notamment, de relations matrimoniales qui prohibent le mariage exogamique. Au Moyen-Âge, la naissance était la source de tous les avantages. Le noble disposait des biens économiques qui découlaient de la possession de la terre. Lié au clerc, l'élite dans son ensemble gouvernait la société. Au XVIII^e siècle, on constate une disjonction entre les trois critères de stratification. Le monopole de la terre n'existait plus. La répartition des richesses des nobles relevait plus de celle d'une classe moyenne que de celle d'une aristocratie: l'écrasante majorité des nobles disposait d'une fortune médiocre même si certains, peu nombreux, jouissaient de grandes fortunes. La paupérisation de la noblesse, qui était à la fois absolue et relative par rapport à la bourgeoisie, s'explique par l'importance grandissante de l'industrie et du commerce, la vente des domaines d'origine féodale. La noblesse n'avait presque plus de pouvoir qui était en fait entre les mains de la haute administration au service du roi. Il ne lui restait que des privilèges des impôts et des distinctions honorifiques. Par ailleurs, la stratification intra-nobiliaire était fortement ressentie et conduisait à une exaspération générale: noblesse d'épée, noblesse de robe, noblesse de cour, nouveaux nobles. Si le passage de la grande bourgeoisie à la grande noblesse était difficile, celui de la petite à la grande noblesse était encore plus problématique. La noblesse se crispait sur l'étiquette et usait de tout pour bien souligner les frontières qui la séparaient des autres classes.

Le canal de mobilité le plus important pour la bourgeoisie était l'accès aux emplois de l'État, qui vendait les offices pour des raisons de trésorerie. Grâce à leur fortune, les riches roturiers pouvaient s'intégrer à l'État, à la cour, à sa bureaucratie, à sa magistrature. La monarchie avait créé une élite hiérarchisée comme l'est toute bureaucratie d'État, et chaque bourgeois ne rêvait que de s'acheter une parcelle de ce pouvoir. «Les fonctionnaires administratifs, presque tous bourgeois, précise Tocqueville (1856: 132), forment déjà une classe qui a son esprit particulier propre. C'est l'aristocratie de la société nouvelle, qui est déjà formée et vivante: elle attend seulement que la Révolution ait vidé sa place.»

Au sommet de cette bureaucratie, on trouvait le conseil du roi dont les pouvoirs étaient si étendus qu'il pouvait décider de tout. Ce conseil était composé d'individus d'origine roturière, d'anciens intendants ou des personnages de la haute administration. Les intendants, nouvellement nobles, avaient la même origine. Ils étaient les représentants uniques du gouvernement dans les provinces qu'ils administraient et qui jouissaient du plein pouvoir. Au-dessous de l'intendant et nommé par lui, on rencontrait le subdélégué qui dépendait de son supérieur comme l'était le corps des ponts et chaussées. Si le corps de justice jouissait d'une certaine autonomie, ses règlements pouvaient cependant être cassés par le conseil.

Les classes moyennes utilisaient le même canal de mobilité. La constitution du moindre capital servait à l'achat d'une charge au lieu d'être utilisé au négoce. L'État aspirait toutes les richesses. Le *cursus honorum* du paysan enrichi était le suivant. Devenu riche propriétaire terrien, il se retirait de la campagne pour échapper notamment à l'obligation de payer la taille et surtout de la lever, charge dont personne ne pouvait se soustraire. Il louait son domaine et se retirait dans la

ville la plus proche, achetait une charge et devenait ainsi un fonctionnaire. C'est ce qui explique que, de tous les pays européens, la France comptait le plus grand nombre de villes et que l'économie, particulièrement l'agriculture, accusait un grand retard par rapport à l'Angleterre notamment⁷. Jouissant du privilège de ne pas payer d'impôts, la classe moyenne fonctionnarisée dont le nombre était plus important que la noblesse, ne constituait pas un corps homogène mais était fortement stratifiée selon les privilèges que chaque groupe faisait valoir. Ici encore, on trouve une cristallisation des hiérarchies de groupes de statut et une exaspération des distinctions sociales. Tocqueville (1856: 147) résume, en une phrase ramassée, le statut social des couches moyennes et supérieures de la bourgeoisie: « Tout ce qui n'est point né noble est en dehors de cette classe particulière et fermée, et n'occupe qu'une situation plus ou moins élevée, mais toujours subordonnée, dans l'État. »

Même si les barrières entre les classes étaient franchissables, même si l'offre de mobilité à travers les appareils d'Etat – quoique moins aussi forte que la demande de la bourgeoisie en raison de l'enrichissement sans précédent de celle-ci – était en partie satisfaite, les barrières entre les classes et à l'intérieur d'elles étaient si visibles et si fortement ressenties que le mobile ascendant faisait l'expérience d'un isolement social. En résumé, personne n'était satisfait de la situation ni des règles du jeu sociales, et l'on déplore tout consensus sur des valeurs sociales minimales.

Il existe ainsi un autre mécanisme dans *L'Ancien Régime*, celui de la non-congruence du statut, auquel nous ne consacrerons qu'une brève remarque tant il est présent dans les développements précédents. La non-congruence découle pour Tocqueville de la disjonction entre les trois dimensions de la stratification – naissance, richesse et savoir – et du fait que les classes ne détiennent pas la même position sur ces dimensions. D'un côté une noblesse qui se paupérise mais au prestige social toujours élevé, de l'autre une bourgeoisie au pouvoir économique qui s'affirme progressivement mais ne bénéficiant que d'un prestige tout relatif, de l'autre enfin des intellectuels au prestige social immense mais sans réel pouvoir que celui qu'il exerce sur le plan idéologique. La non-congruence devient problème social et retentit sur les positions politiques des individus lorsqu'ils s'évaluent en fonction de critères différents et qu'elle devient visible comme c'est le cas de la société française à la fin du XVIII^e siècle: le noble jugera le bourgeois ou le nouvel anobli en fonction de ses quartiers de noblesse, les « roturiers n'ayant que le privilège commun de la richesse à opposer aux privilèges de toutes espèces dont jouissent leurs rivaux, ne manqueraient pas d'étaler à leurs yeux tous les fastes de l'opulence. » Tel ne fut pas le cas en Angleterre où les frontières sociales étaient invisibles bien que réelles.

Cette stratification parallèle, explique Tocqueville, est en partie la conséquence de la logique du pouvoir absolutiste dont les axiomes sont énoncés dans l'Avant-propos de *L'Ancien Régime*. Précisons que, si cette axiomatique, cette idée mère, concerne la prospective de l'Etat centralisateur, elle s'applique aussi à

⁷ Sur la mise en évidence de l'explication rationaliste de la relation entre la centralisation et la stagnation de l'agriculture en France à la fin du XVIII^e siècle, on se reportera à Boudon (1998).

sa dynamique. Parmi ces axiomes, on relève celui qui est relatif à la destruction de toute aristocratie dans la mesure où ses intérêts et ceux du pouvoir monopoliste sont contradictoires. Les moyens utilisés étaient ceux-là même que la monarchie avait appliqués durant plusieurs siècles :

1. attirer les nobles riches à la cour et rejeter par conséquent les nobles pauvres dans leur province ;
2. saper leur pouvoir local en le transférant progressivement à la bureaucratie d'Etat, puisque les intérêts du prince et des nobles sont contraires ;
3. couper la noblesse du peuple des campagnes, car c'est en gouvernant les campagnes que l'on fonde le pouvoir local ;
4. transformer l'armée, que la noblesse était censée commander, en en faisant un simple instrument aux mains du roi ;
5. diviser les élites nobiliaires et bourgeoises et leur faire croire qu'elles ont des intérêts divergents, instaurer « une guerre civile » entre les différentes élites, selon le mot de Tocqueville ;
6. favoriser l'élite roturière mais en la rendant à la solde du pouvoir central ;
7. faire en sorte que cette élite intégrée à la bureaucratie d'Etat soit révocable à tout moment, comme c'est du reste le cas des membres de la haute administration ;
8. couper également cette élite du peuple ;
9. s'attaquer si possible aux privilèges et favoriser l'égalité ;
10. éliminer tous les centres autonomes de décision ; réduire les libertés municipales parce que leur caractère démocratique entre en conflit avec la logique monopoliste ;
11. atomiser la société et réduire la probabilité de toute action collective, le gouvernement prend « la place de la providence », selon le mot de Tocqueville⁸.

La monarchie avait, sans doute, réalisé en grande partie son projet. Mais la monopolisation et la centralisation du pouvoir relèvent d'une logique qu'il faut respecter jusqu'au bout et ont des conséquences non prévues et non voulues que Tocqueville a parfaitement perçues. En premier lieu, tous les problèmes locaux ne pouvaient être résolus que par le centre, et tout conflit devenait politique. « Personne n'imagine pouvoir mener à bien une affaire importante si l'Etat ne s'en mêle, note Tocqueville (1856: 135). Les agriculteurs eux-mêmes, gens d'ordinaire fort rebelles aux préceptes, sont portés à croire que, si l'agriculture ne se perfectionne pas, la faute en est principalement au gouvernement ».

En second lieu, la réforme de l'administration de 1787, qui plaçait à côté de l'intendant une assemblée provinciale élue et qui devint le véritable administrateur du pays, était en parfaite contradiction avec la logique monopoliste et créait des conflits de classes. « Ce fut surtout dans les villages, note Tocqueville (1856:

⁸ Certains ont vu en Tocqueville le précurseur de la théorie de société de masse, voir par exemple Kornhauser (1959).

240), que les vices de la nouvelle organisation se firent sentir; là, elle ne troubla pas seulement l'ordre des pouvoirs, elle changea tout à coup la position relative des hommes et mit en présence et en conflit toutes les classes ». Cette réforme, qui violait un principe fondamental du pouvoir, était déjà en elle-même une révolution. Non seulement elle dépouillait le pouvoir central d'une partie de ses prérogatives mais en outre elle troublait tout un chacun qui ne savait plus à qui obéir et à qui s'adresser. Bref, elle plongeait la France dans l'instabilité et l'anarchie. C'est là un bel exemple de l'échec d'une réforme décrétée par le haut et qui ne correspondait à aucune réalité sociale. Au fond, pour Tocqueville, c'est en 1787 et non en 1789 que la Révolution a eu lieu⁹.

Louis XVI aurait pu sauver son trône, souligne Tocqueville (1856: 85), bien après les réformes de l'Assemblée nationale constituante, eût-il écouté et compris le conseil avisé de celui qui avait parfaitement compris la logique du pouvoir monopoliste. Je ne peux me priver du plaisir de solliciter ici la longue citation que Tocqueville fait d'une lettre que Mirabeau avait adressée au roi: « Moins d'un an après que la Révolution était commencée, Mirabeau écrivait secrètement au roi: 'Comparez le nouvel état des choses avec l'ancien régime; c'est là que naissent les consolations et les espérances. Une partie des actes de l'assemblée nationale, et c'est la plus considérable, est évidemment favorable au gouvernement monarchique. N'est-ce donc rien d'être sans parlement, sans pays d'états, sans corps de clergé, de privilèges, de noblesse? L'idée de ne former qu'une seule classe de citoyens aurait plu à Richelieu: cette surface égale facilite l'exercice du pouvoir. Plusieurs règnes d'un gouvernement absolu n'auraient pas fait autant que cette seule année de révolution pour l'autorité royale' ». « C'était comprendre la Révolution en homme capable de la conduire », commente Tocqueville de façon lapidaire mais juste. Il aurait pu ajouter à l'adresse de Louis XVI ce qu'il écrivait de Louis XV à qui un de ses ministres, de Machault, conseillait d'entreprendre les réformes qui auraient conduit à augmenter son pouvoir sans perdre sa couronne: « Mais de telles entreprises ne se conseillent point: on n'est propre à les accomplir que quand on a été capable de les concevoir ».

En troisième lieu, si le pouvoir n'est pas en mesure de montrer constamment sa force, la moindre menace le fragilise. Or, remarque Tocqueville, plusieurs événements donnent à penser que le pouvoir s'était affaibli et ne disposait plus de la volonté d'agir selon la logique qui était la sienne. « C'est un spectacle qui frappe, écrit-il (1856: 169), quand on lit la correspondance des ministres et des intendants du dix-huitième siècle, de voir comme ce gouvernement, si envahissant et si absolu tant que l'obéissance n'est pas contestée, demeure interdit à la vue de la moindre résistance, comme la plus légère critique le trouble, comme le plus petit bruit l'effarouche, et comme alors il s'arrête, il hésite, parlemente, prend des tempéraments, et *demeure souvent bien en deçà des limites naturelles de sa puis-*

⁹ Cette idée que la réforme de 1787 est une « autodéstabilisation de la société d'Ancien Régime » par le roi et ses conseillers est notée dans l'article « Tocqueville » in Boudon et Bourricaud (1982). Pour sa part, Furet (1978: 249) écrit à juste raison: « C'est en 1787, et non en 1789, que Loménie de Brienne détruit l'Ancien Régime par sa réforme administrative qui substitue aux intendants des assemblées électives: révolution plus importante, note Tocqueville, que toutes celles qui ont affecté la France depuis 1789, dans la mesure où celles-ci n'ont touché que les institutions politiques, et non 'la constitution administrative' ».

sance» (souligné par MC). Il a tenté de s'attaquer aux privilèges ; mais il a dû faire marche arrière et désavouer les contrôleurs généraux. Les échecs répétés du pouvoir depuis la convocation des états généraux ne laissent aucun doute sur sa faiblesse aux yeux de toutes les parties. Dans une telle situation où le pouvoir n'est pas capable d'utiliser efficacement les moyens répressifs, le mécontentement général, l'anarchie vécue quotidiennement, où les coûts liés à une action violente paraissent plus faibles que les bénéfices escomptés d'un changement radical, n'importe quel groupe d'activistes bien déterminé et sentant sa réussite hautement probable aurait été insensé de ne pas entreprendre une révolution¹⁰.

Le diagramme [2] suivant traduit de façon stylisée et même sommaire la théorie de Tocqueville. Le défaut d'une telle représentation est qu'elle est statique alors que la théorie de l'auteur de *L'Ancien Régime* est dynamique. Si je renonce à construire un diagramme qui prend en compte le temps, c'est que ce dernier risque d'être pédagogiquement inutilisable parce que trop complexe. Au niveau supérieur du diagramme [2] se trouvent les variables indépendantes et dépendantes macrosociales. Le niveau intermédiaire est réservé aux mécanismes qui autorisent le passage du niveau macro au niveau micrologique et de celui-ci au macro. Le niveau inférieur du diagramme correspond au micro.

Diagramme [2]: relations entre les variables économiques, sociales (VESI), politique (VPI) indépendantes, les mécanismes (M_i et M_k) le mécontentement (D), les actions individuelles (A), les mécanismes hypothétiques M_k , enfin la variable politique dépendante (VPD) qu'est la révolution.

¹⁰ Dès 1788, le roi a perdu le contrôle du pays. La Révolution, qui est d'abord politique et qui se signale par la fin de la monarchie traditionnelle, est accomplie en 1788. Non seulement on voit la presse et l'opinion jouir d'un pouvoir sans précédent comme le signale Tocqueville, mais en outre on assiste à la naissance de « fédérations » qui réunissent les groupes de « patriotes » organisés pour imposer leur conception de la nation. On comprend par ailleurs pourquoi Tocqueville (1856: 245) accorde tant d'importance à l'émeute parisienne du 13 juillet 1789, le siège et la prise de la Bastille du 14. Le roi accepte que l'autorité de l'Etat soit tenue en échec et que l'opinion publique soit devenue un pouvoir. Sur la faiblesse du pouvoir du roi et de son incapacité à mobiliser les forces armées, on se reportera au second volume de *L'Ancien Régime. Fragments et notes inédites sur la Révolution*, pp. 76-77. Le rôle de la désorganisation de l'armée ou de l'incapacité à la mobiliser comme condition nécessaire d'une révolution sociale, on se reportera à l'étude extensive de Chorley (1943).

Parmi les variables économiques et sociales indépendantes, il convient de rappeler notamment que la forte croissance économique, l'affaiblissement du régime féodal, la double stratification des élites, la forte mobilité sociale, l'idéologie des philosophes ; les variables politiques indépendantes sont toutes liées à l'État. On constatera que l'influence de ces variables indépendantes sur le mécontentement est indirecte et s'explique par les mécanismes M_i de frustration, de spirale inflationniste des attentes, de non-congruence des statuts et de la maximisation de l'utilité attendue. Le mécontentement ne produit l'action que via le mécanisme M_j . Celui-ci exprime la perception que les individus ont du pouvoir politique, les chances d'une réussite de l'action face à un pouvoir faible dont les mesures de rétorsion sont presque nulles. Les mécanismes M_k ne sont certes pas explicités par Tocqueville dans *L'Ancien Régime*. Ils ne pouvaient l'être puisque l'ouvrage s'arrête à la veille de la grande révolution. On peut tout au plus en supposer l'existence en interprétant certains textes du second volume de *L'Ancien Régime* que constituent *Les fragments et notes inédites sur la Révolution* que Tocqueville n'a jamais pu achever. Mais ne soyons pas plus tocquevillien que Tocqueville. Partageons sa modestie lorsqu'il écrit : « mon esprit est noyé dans les détails et n'en peut tirer des idées mères »¹¹.

L'objectif de cette étude n'était pas d'analyser tous les mécanismes que Tocqueville a identifiés dans *L'Ancien Régime* et grâce auxquels il explique la Révolution française. Mon but était beaucoup plus modeste. Il consistait à dissiper des malentendus, rectifier les erreurs d'interprétation, expliciter enfin l'une des logiques qui sous-tendent la théorie tocquevillienne de la révolution dont on pourra mesurer l'actualité et la fécondité en la confrontant à d'autres théories qui tentent de rendre compte du même phénomène mais dans d'autres contextes et à des époques différentes.

Je ne prétends pas que tout se déduit de cette logique ; j'affirme seulement qu'il serait difficile, voire impossible, de comprendre la Révolution si on ne la prenait pas en compte même si le chercheur multipliait à l'infini le nombre de variables indépendantes pour expliquer le phénomène révolutionnaire¹². Car c'est bien cette logique de l'État qui est la médiation, la matrice de mécanismes nécessaires à une interprétation des relations entre toutes ces variables indépendantes et le phénomène à expliquer.

GEMAS

CNRS et Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV)

¹¹ Parmi les mécanismes M_k que l'on peut retenir, signalons le comportement collectif spécial de la foule durant l'émeute de Paris. Tocqueville (1953 : 88) note que ce qui caractérise cette émeute c'est son organisation et son but. Or, note-il, les émeutes qui ont eu lieu dans le passé n'étaient pas organisées et n'avaient aucun objectif.

¹² Ce que j'entends ici par axiomatique est ce que Tocqueville appelle idée mère ou fait générateur, que Coenen-Huther (1997 : 31) définit fort justement comme un principe « qui confère un sens à une série de faits en apparence disparates, servant par-là de point de départ à une argumentation et, pourrait-on dire, de clé de voûte à une construction intellectuelle... C'est un élément structurant qui a une double fonction. Il suggère le début d'un enchaînement de causes et de circonstances, offrant ainsi un schéma explicatif, mais il fournit aussi le fil conducteur d'un raisonnement et d'un exposé ». On lira également ce que Lamberti (1983 : 73-4) en dit avec justesse.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arendt, H. (1963), *On Revolution*, New York, The Viking Press.
- Baechler, J. (1970), *Les phénomènes révolutionnaires*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Besnard, Ph. (1987), *L'anomie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Boudon, R. (1977), *Effets pervers et ordre social*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Boudon, R. et Bourricaud, F. (1982), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Boudon, R. (1992 Ed.), *Traité de sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Boudon, R. (1998), «Social Mechanisms without Black Boxes», in: Hedström et Swedberg (1998 Eds).
- Brinton, C. (1965), *The Anatomy of Revolution*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Cherkaoui, M. (1988), «Mobilité sociale et équité» in: *Revue Française de Sociologie*, 29, 227-245.
- Cherkaoui, M. (1992), «Stratification» in Boudon (1992 Ed), pp. 97-152.
- Cherkaoui, M. (2002), «Relative Deprivation» in: *Encyclopaedia for Social and Behavioral Sciences*, Amsterdam, Elsevier.
- Chorley, K. (1943), *Armies and the Art of Revolutions*, London, Faber.
- Coenen-Huther, J. (1997), *Tocqueville*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Coleman, J. S. (1990), *Foundations of Social Theory*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.
- Davies, J. C. (1962), «Towards a Theory of Revolution» in: *American Sociological Review*, 6, 1: 5-19.
- Davies, J. C. (1971 Ed), *When Men Revolt and Why*, New York, The Free Press.
- Drescher, S. (1968), *Dilemmas of Democracy. Tocqueville and Modernization*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- Durkheim, E. (1893), *De la division du travail social*, Paris, Alcan, Presses Universitaires de France, 1972.
- Durkheim, E. (1897), *Le suicide*, Alcan, Paris, Presses Universitaires de France, 1967.
- Feierabend, I. K. et al. (1966), «Agressive Behaviors within Politics, 1948-1962. A Cross National Study» in: *Journal of Conflict Resolution*, 10, 249-271.
- Feierabend, I. K. et al. (1969), «Social Change and Political Violence», in: Graham and Gurr (1969 Eds).
- Graham, H. D. et GURR, T. R. (1969 Eds), *The History of Violence in America*, New York, Praeger.
- Furet, F. (1971), «Tocqueville et le problème de la Révolution française», in: *Mélanges en l'honneur de Raymond Aron*, texte repris in Furet (1978).
- Furet, F. (1978), *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard.
- Gurr, T. (1968), «A Causal Model of Civil Strife» in: *American Political Science Review*, 62: 1104-1124.
- Gurr, T. (1970), *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.
- Hedström, P. et Swedberg, R. (1998 Eds), *Social Mechanisms. An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Huntington, S. (1968), *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press.
- Kornhauser, W. (1959), *The Politics of Mass Society*, New York, Free Press.
- Lamberti, J. C. (1983), *Tocqueville et les deux démocraties*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Mendras, H. et Forsé, M. (1983), *Le changement social*, Paris, Armand Colin.
- Merton, R. K. (1968), *Social Theory and Social Structure*, The Free Press, New York; trad. française: *Éléments de théorie et de méthode sociologiques*, Paris, Plon, 1965.
- Merton, R. K. and Kitt A. S. (1950), «Contributions to the Theory of Reference Group Behavior». in: Merton (1968).

- Oberschall, A. (1973) *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs.
- Olson, M. (1963), «Rapid Economic Growth as Destabilizing Force» in: *Journal of Economic History*, 23, 529-552 repris in Davies, J. (1971).
- Olson, M. (1965), *The Logic of Collective Action*, Cambridge. Harvard University Press; trad. française: *Logique de l'action collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- Richelieu, Cardinal de (1637), *Testament politique*, édition de Paris, 1947.
- Runciman, W. G. (1966), *Relative Deprivation and Social Justice*, London, Routledge and Kegan Paul.
- Skocpol, T. (1979), *States and Social Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press; trad. française: *Etats et révolutions*, Paris, Fayard, 1985.
- Skocpol, T. (1994), *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Stouffer, S. A. et al (1949), *The American Soldier*, Princeton, Princeton University Press.
- Tilly, C. (1978), *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison Wesley.
- Tilly, C. et al. (1975), *The Rebellious Century. 1830-1930*, Cambridge, Harvard University Press.
- Tocqueville, A. de (1835-40), «De la démocratie en Amérique», in: *Oeuvres Complètes*, Paris, Gallimard.
- Tocqueville, A. de (1856), «L'Ancien régime et la Révolution», in: *Oeuvres Complètes*, Paris, Gallimard.
- Tocqueville, A. de (1953), «L'Ancien Régime et la Révolution. Fragments et notes inédites sur la Révolution», in: *Oeuvres Complètes*, Paris, Gallimard.